

	OFFRE D'EMPLOI	Date de mise à jour : 25/10/2024
		Page : 1/2

Association de plus de 90 salariés représentant les familles auprès des pouvoirs publics et gérant des services dans l'intérêt des familles, l'UDAF de la Vendée recherche :

Un Mandataire judiciaire Juriste (H/F)

CDD à 0,70 ETP

CONTEXTE DE LA DEMANDE

Dans le cadre d'un congé parental d'éducation total d'un salarié mandataire judiciaire juriste, vous serez intégré(e) au service juridique de l'UDAF sur le siège social à La Roche-sur-Yon.

Le Service Juridique de l'UDAF soutient l'ensemble des MJPM dans l'exercice des mesures de protection. Il intervient plus particulièrement sur les aspects juridiques des situations. Secondairement, il peut être amené à accompagner les services du pôle action familiale sur des demandes particulières ou des projets spécifiques.

PRE-REQUIS

Le/la mandataire judiciaire juriste devra justifier d'une expérience réussie (en cours ou passée).

De plus, le poste suppose l'obtention du **CNC MJPM**. Si vous n'en êtes pas déjà titulaire, une formation de CNC ou licence professionnelle MJPM sera programmée dans les 2 ans suivant votre intégration au service afin de respecter cette obligation.

Savoirs attendus :

- ✓ Législation, veille juridique
- ✓ Maîtrise des outils informatiques (bureautique et internet)
- ✓ Connaissance du droit des personnes vulnérables

Savoir-faire attendus :

- ✓ Rigueur, organisation, priorisation
 - ✓ Discrétion et sens des responsabilités
 - ✓ Capacité d'adaptation pour gérer en parallèle de nombreux dossiers
- Qualités rédactionnelles

Savoir-être attendus :

- ✓ Empathie, sens du relationnel et de la communication
- ✓ Fiabilité, conscience professionnelle, probité, intégrité
- ✓ Capacité à travailler en autonomie et en équipe

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE

Vous serez rattaché(e) au Responsable de Service en charge du Service Juridique

MISSIONS

Protection de la personne et/ou des biens en favorisant, dans la mesure du possible, la recherche de l'autonomie et du mieux-être de la personne protégée.

- Prendre en charge les actes juridiques liés à l'exercice des mesures confiées à l'UDAF :
 - Donations, Successions
 - Ventes et achats des biens immobiliers
 - Contentieux
 - Actes extrapatrimoniaux (mariage, PACS...)
 - Gestion des mesures ad hoc majeurs
 - Suivi de mesures ad hoc mineurs (mineurs victimes)
- Assurer le suivi de ses missions dans le respect de la législation, des échéances et des recommandations des magistrats.
- Assurer le suivi des actes juridiques en relation avec le MJPM et en rendre compte au responsable du service.
- Rédiger l'ensemble des courriers et rapports nécessaires au suivi des dossiers dont il a la charge.
- Etre présent lors des convocations judiciaires et lors des rendez-vous de signature notariés

Sur délégation de l'Institution :

- Apposer sa signature sur tous les actes authentiques.
- Rencontrer les professionnels (notaires, agents immobiliers, avocats, juges...), le majeur protégé ou son environnement pour le suivi des dossiers.
- Mettre à jour dans l'outil informatique le suivi de la procédure juridique.
- Peut être amené(e) à répondre et conseiller sur toutes questions d'ordre juridique dans le cadre du fonctionnement du service de protection et d'accompagnement social et familial.
- Peut être amené(e) à assurer une veille juridique.
- Peut apporter un conseil ou une information aux autres services de l'UDAF.
- Participer aux réunions de service et aux formations.

Ces missions doivent être accomplies dans le respect des règles de confidentialité et des délais.

Les mesures confiées à l'UDAF nécessitent un travail d'équipe. Ce travail doit s'effectuer en confiance réciproque, dans le respect des tâches et missions de chacun, pour répondre au mieux aux besoins et attentes des usagers.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Rémunération : en application de la convention collective du 15 mars 1966.

Lieu de travail et déplacement : Votre lieu de travail habituel sera au siège à la Roche S/Yon. Toutefois, ce poste nécessite la réalisation de déplacements réguliers sur les antennes ou plus globalement dans le département (véhicule de service)

Formations, diplômes souhaités : Etre titulaire d'un Diplôme de droit de niveau master 1 (Une connaissance du droit des personnes vulnérables sera un plus) et du CNC MJPM

Date d'embauche : mi-décembre 2024 jusqu'au 30/09/2025

Dépôt des candidatures : à adresser par mail : recrutement@udaf85.fr